



Revue de presse



Lundi 10 Janvier 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

LF 2022: l'Etat a maintenu ses engagements envers le citoyen et l'économie nationale

L'Etat a maintenu ses engagements envers le citoyen et envers l'économie nationale à travers la Loi de Finances 2022 (LF2022), incluant notamment un budget d'équipement de près de 3.500 milliards de dinars réparti sur les différents secteurs, a indiqué dimanche à Alger le directeur générale du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Faïd.



Le président Tebboune : «2022 sera l'année de la révision totale du secteur de la santé»



Le président de la République a présidé, ce dimanche au Palais des nations, à Alger, la cérémonie de clôture des travaux de la rencontre nationale sur la modernisation du système de santé.

Dans son discours, en présence du président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, du chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, Saïd Chanegriha, du ministre de la Santé et des membres du gouvernement, Abdelmadjid Tebboune s'est engagé à prendre en charge les revendications légitimes de tous les travailleurs de secteur de la santé avant la fin de l'année. «L'Etat est toujours mobilisé pour vaincre la pandémie», assure le chef de l'Etat.

LE CHEF DE L'ÉTAT

«Nous acceptons la critique constructive» Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a dénoncé, hier, certains titres de presse qui exagèrent dans l'interprétation de la situation que traverse le pays, notamment celle liée à la pénurie de quelques produits alimentaires. «J'ai été étonné de voir ce matin un journal qui a mis en Une la photo d'étagères vides avec un grand titre 'A qui profite cette pénurie ?'.»



ABDELAZIZ FAYED, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU BUDGET AU MINISTÈRE DES FINANCES

«La hausse des prix n'est pas une conséquence de la LF-2022»

ABDELAZIZ FAYED a expliqué que cette hausse peut être la conséquence de la spéculation comme elle serait aussi liée à la fluctuation des prix sur le plan international

La hausse des prix des produits de première nécessité ne résulte nullement des dispositifs de la loi de finances 2022. C'est ce qu'a déclaré, hier, le directeur général du budget auprès du ministère des Finances, Abdelaziz Fayed, en marge de la journée d'information organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, à l'hôtel El Aurassi, à Alger, sur «les nouvelles dispositions de la loi de finances 2022».

ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS ET DE COMMERCANTS

Des solutions existent

Des associations de commerçants et de consommateurs s'accordent à qualifier la situation générée par les pénuries des produits de large consommation d'«intenable». Selon elles, «des solutions concrètes existent toutefois pour combattre celles-ci. Elles proposent de prendre part à une réflexion autour de cette problématique. Pour Mustapha Zebdi, président de l'Association nationale de protection et orientation du consommateur et son environnement, «le problème est né de dysfonctionnements de la distribution et de la commercialisation des produits».



FAIBLE ÉVOLUTION DES CRÉDITS À L'ÉCONOMIE EN 2021

Les banques, maillon faible de la relance

Les crédits octroyés par les banques publiques n'ont augmenté que de 3,24%, tandis que ceux accordés par les banques privées ont crû de 8,16%. Pourquoi les banques ont-elles si faiblement réagi aux mesures prises par la Banque centrale à l'effet de juguler l'impact négatif du choc pandémique sur les entreprises ? Les fameuses “facilitations” et les “avantages accordés, à titre exceptionnel, aux banques, en leur permettant notamment la libération davantage de fonds propres, afin de préserver leur capacité à poursuivre le financement des entreprises durant cette période de crise sanitaire”, n'ont été que faiblement transposés sur le terrain.



“IL EST PRIMORDIAL D'AIDER LES CHEFS D'ENTREPRISE À RETROUVER CONFIANCE” MOHAND TOUAZI, CHEF D'ENTREPRISE ET MEMBRE DU CARE

Liberté : Selon les données communiquées par le gouverneur de la Banque centrale, les crédits à l'économie n'ont évolué que de 3,82% au cours des dix premiers mois de 2021. Visiblement, l'activité crédit marque le pas et n'évolue que faiblement dans un contexte post-pandémique exigeant un effort plutôt soutenu. D'après vous, à quoi est due cette faible croissance des crédits à l'économie ?

Mohand Touazi : Dans la loi de finances 2022, le gouvernement affiche sa volonté d'aller dans la diversification de l'économie et d'impulser une croissance forte. Ce vœu, pour être réalisé, nécessite des conditions préalables importantes, parmi lesquelles l'accès au crédit par les entreprises. En effet, ce sont les entreprises privées qui seront les fers de lance de cette diversification et de cette croissance.



ASSISES NATIONALES POUR LA RÉFORME DE LA SANTÉ

Diagnostic et thérapie

Face aux défaillances de notre système de santé, révélées particulièrement par la pandémie, les recommandations des participants aux assises de la santé pour moderniser ce système peuvent être salutaires pour peu que tout le monde s'y implique. Abdelmadjid Tebboune promet en tout cas de satisfaire les doléances des professionnels.



ALORS QU'IL LOUE LE SYSTÈME NATIONAL DE SANTÉ

La promesse de Tebboune

Dans une allocution prononcée à l'occasion de la clôture des travaux du séminaire sur le système de santé, le chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune, a promis de satisfaire "les revendications légitimes" des personnels de la santé "avant la fin de l'année".



L'ÉDITO

Assurances

Le président de la République a tenu à rendre hommage, hier, au personnel de la santé au Palais des Nations où se tenait le séminaire national sur la modernisation du système de santé. Il a invité dans ce cadre les participants à une minute de silence en hommage au personnel médical et aux médecins qui ont donné leur vie pour soigner et sauver des personnes contaminées par la Covid-19. Jusqu'à août 2021, ils étaient au nombre de 460 dont 262 médecins.



IL CONSTITUE UN CENTRE D'EXCELLENCE À BORDJ BOU-ARRÉRIDJ

Un port sec à... sec !

Mis en service en 2016 et érigé comme un centre d'excellence en matière de logistique, le port sec de Tixter, situé à l'est de Bordj Bou-Arréridj, est livré à lui-même. Sans activité depuis son inauguration, cette enceinte extraportuaire qui s'étend sur 55 ha était pourtant censée être un fleuron économique, susceptible de générer de l'emploi et de la richesse à toute la région.



LES PRIX MONDIAUX DES DENRÉES ALIMENTAIRES ONT AUGMENTÉ DE 28,1%

EN 2021 Risques d'inflation importée

Les prix des céréales et de la poudre de lait, dont l'Algérie est l'un des plus grands importateurs mondiaux, ont fortement progressé l'année dernière.

La moyenne de l'indice de référence de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur les cours mondiaux des produits alimentaires est nettement plus élevée en 2021 qu'en 2020. Sur toute l'année 2021, en moyenne annuelle, l'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi à 125,7 points, soit 28,1% de plus que l'année précédente. En décembre dernier, l'indice avait reculé de 0,9% par rapport à novembre, mais à un niveau encore supérieur de 23,1% à celui de décembre 2020.



RENCONTRE NATIONALE SUR LA RELANCE DU SYSTÈME DE SANTÉ

Les engagements de Abdelmadjid Tebboune

Intervenant à la clôture de la rencontre sur la relance du système national de santé après lecture des principales recommandations des huit ateliers, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est engagé à mettre en œuvre toutes ces recommandations «dans la mesure du possible» et «selon les moyens financiers du pays».

SONATRACH DIVERSIFIE SES ACTIVITÉS

«Le premier forage en offshore dès 2023»

L'apport en hydrocarbures de l'offshore permettrait d'augmenter le potentiel énergétique de l'Algérie et par la même le niveau de production et d'exportation.

Après une longue expérience dans l'exploitation des hydrocarbures sur la terre ferme, la compagnie nationale Sonatrach va tenter l'exploration en offshore. Le premier forage en offshore en Algérie sera réalisé en 2023, annonce Rachid Zerdani, vice-président stratégie et planification de l'économie à Sonatrach. Intervenant sur les ondes de la Chaîne 3, M. Zerdani a précisé que deux périmètres sont choisis pour accueillir cette expérience de l'offshore, l'un est situé à l'est du pays et le second dans le bassin ouest.

COMMENTAIRE

Former au mieux les médecins

Le séminaire sur la modernisation du système de santé, qui vient de se tenir à Alger, a permis de raviver le débat institutionnel sur la nécessité de «réformer globalement et profondément» ce secteur névralgique. Parmi les axes de réflexion figurent, notamment, la gouvernance, le financement et la refonte de la formation médicale. Au cœur des axes de réformes, une grande question s'impose : comment former au mieux les médecins ?



[Le Président Tebboune supervise la clôture du Séminaire national sur la modernisation du système de santé : Viser les standards internationaux](#)

Questions financières, statuts et carrière professionnelle des personnels de la santé : le Chef de l'Etat s'engage à les régler avant la fin de l'année en cours.

Le Président Tebboune s'est engagé, hier, à prendre en charge, avant la fin de l'année, toutes les doléances soulevées par le personnel du secteur de la Santé, à travers les recommandations auxquelles ont abouti les participants au Séminaire national sur la modernisation du système de santé, placé sous le thème «Une nouvelle vision et un système moderne au service du patient».



Ciblage des subventions : Une Commission nationale élargie incessamment installée

Du nouveau pour le dossier des subventions. «Une Commission nationale élargie, composée de techniciens, d'experts et d'élus des deux chambres ainsi que des représentants de la société civile, sera installée incessamment par le Chef de l'Etat», a annoncé, hier à Alger, Fayed Laziz, Directeur général du Budget au ministère des finances.



Face aux défis de la relance : Quelle place pour l'intelligence économique ?

Le contexte de la concurrence économique et de la défense des intérêts justifie que plusieurs États usent de moyens de la guerre de l'information. Le chercheur cite l'attaque à l'image et à la réputation d'une organisation à travers divers modes opératoires, dont la désinformation par la mise en scène de pseudo-information de façon à ce qu'elle soit reprise par d'autres et procure un avantage stratégique. De plus, poursuit-il, la manipulation de l'opinion, très utilisée par les ONG, et faisant appel à l'émotion du public consommateur ou autres parties prenantes, et au boycott d'une entreprise ou d'un pays, peut être orchestrée par un concurrent via des organismes de la société civile.



La bataille de la qualité

L'importance de la réforme du système de santé a été réitérée, hier, par le président Abdelmadjid Tebboune à la séance de clôture des travaux du séminaire national sur la modernisation du système sanitaire. En effet, la persistance d'insuffisances de quelque nature que ce soit, risque de compromettre deux principes fondamentaux : à savoir l'accessibilité et l'équité dans la répartition des soins.



Produits de large consommation: La crise doit être résolue économiquement

L'économiste et ancien député, Houari Tighrissi, qui était l'invité, hier, de la Radio nationale Chaîne 1, a estimé que la crise de disponibilité des produits de base doit être résolue économiquement.



[Loi de finances 2022](#)

[Les experts décortiquent le texte](#)

Les subventions publiques ont totalisé 1932 milliards de dinars, pour ce qui est des 12 produits énergétiques, alimentaires et l'eau.

Les principaux avantages fiscaux, financiers et budgétaires contenus dans la loi de finances 2022 ont été, hier, au menu d'une journée d'information, organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) à l'hôtel El Aurassi. La finalité des réformes engagées dans le cadre de cette loi de finances, étant d'aboutir à une amélioration de la qualité des dépenses publiques.



[Le directeur général du budget](#)

[Des vérités sonnantes et trébuchantes](#)

La rigueur et le pragmatisme seront les maîtres-mots de la nouvelle stratégie, mise en relief par la LFC 2022.

Dans un point de presse improvisé, qu'il a bien daigné nous concéder, le directeur général du budget auprès du ministère des Finances, Laâziz Faïd est revenu sur les grands axes de ces réformes introduites dans la loi de finances 2022. Prônant une orthodoxie dans la gestion et la rationalité des ressources publiques, il évoquera l'objet de ces «profondes réformes engagées par l'état». La rigueur et le pragmatisme seront les maîtres-mots de cette nouvelle stratégie, mise en relief par la LFC 2022. «Les réformes qui sont engagées vont avoir un impact certain et direct sur le citoyen. Il s'agit, aujourd'hui, de changer le paradigme de la gestion des finances publiques et des deniers publics».



[Augmentation des prix des carburants](#)

[Une fake-news crée la polémique à Annaba](#)

Déjà les nerfs à fleur de peau, en raison de la dégradation du pouvoir d'achat et de la hausse des prix des produits de large consommation, le citoyen d'Annaba s'est réveillé, hier, sur une information portant sur l'augmentation du prix des carburants.



[Lutte contre la spéculation](#)

[Rezig met en garde](#)

Les citoyens stockant ce produit de large consommation à des fins spéculatives sont passibles de poursuites judiciaires.

La loi mise en application dans le cadre de la lutte contre la spéculation sera appliquée dans tous ses alinéas. C'est ce qu'a affirmé à partir d'Oran le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig. «La nouvelle loi contre la spéculation sera appliquée à la lettre et toute personne, commerçant ou propriétaire de local, stockant l'huile à des fins spéculatives, sera traduite en justice», a-t-il averti.



الرئيس تبون يؤكد على التكفل بكل المطالب الشرعية لمتنسبي قطاع الصحة

أشرف رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون اليوم الأحد على اختتام أشغال الملتقى الوطني حول تجديد المنظومة الصحية بشعار "رؤية جديدة، نظام عصري وخدمة المريض". وأكد رئيس الجمهورية في كلمة له، أن الدولة عازمة على توفير كل الوسائل للتغلب على جائحة كورونا



قال إن الدولة تدخلت لامتنصاص الأزمة.. مدير الميزانية:

هذه خلفيات ارتفاع الأسعار.. وقائمة الدعم ستشمل أكثر من نصف الجزائريين

نفى المدير العام للميزانية بوزارة المالية فايد عبد العزيز أي ارتفاع في أسعار المواد الاستهلاكية جراء الإجراءات التي تضمنها قانون المالية لسنة 2022، وقال أن مرد هذه الزيادات المضاربة وارتفاع أسعار المواد الأولية والسلع المستوردة في السوق الدولية والتهرب عبر الولايات الحدودية.

AL LOI DE FINANCES 2022

L'Etat a maintenu ses engagements

L'ETAT a maintenu ses engagements envers le citoyen et envers l'économie nationale à travers la Loi de Finances 2022 (LF2022), incluant notamment un budget d'équipement de près de 3.500 milliards de dinars réparti sur les différents secteurs, a indiqué hier à Alger le directeur générale du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Faïd.

Lors d'une journée d'information sur «les nouvelles dispositions de la LF2022», organisée par la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI), M. Faïd a fait savoir que «malgré le contexte économique mondial difficile, l'Etat a maintenu ses engagements», à travers un budget d'équipement supérieur à celui de l'exercice précédent (2798,5 milliards DA) réparti sur les différents secteurs notamment ceux de l'éducation, de la santé et de l'eau, considérés, a-t-il dit, comme des priorités.

De plus, le DG du Budget a souligné les réformes apportées par la LF 2022, mettant en avant les aspects liés à la rationalisation des dépenses, plaidant pour une implication graduelle des entreprises économiques dans les projets d'équipement du pays pour réduire la pression sur les ressources de l'Etat.

«Nous préparons tout un écosystème pour que l'entreprise crée l'emploi, ce n'est pas la vocation de l'Etat, qui doit

financer ses activités régaliennes», a-t-il noté, ajoutant que la préparation du projet de loi concernant le partenariat public-privé a pour objectif d'aller dans ce sens.

Selon le DG du Budget, l'état a engagé des réformes en profondeur dans sa manière de financer ses activités. La réforme budgétaire, a-t-il rappelé, vise à changer de paradigme, passant du «budget programme» à «budget résultats». «La loi organique des lois de finances (loi 18-15) qui entrera en vigueur à partir de 2023 pose les jalons de cette réforme en cours, pour permettre à l'Etat de dépenser mieux», a-t-il indiqué, ajoutant que cela tendra vers une meilleure qualité de service.

Evoquant une politique de réforme financière plus globale menée par l'Etat, M. Faïd a indiqué que cette politique inclut l'assainissement des comptes d'affectation spéciale (CAS) qui étaient au nombre de 68 en 2019 avant que 36 d'entre eux soient clos. Cette opération d'assainissement, a-t-il dit, entre dans le cadre «d'une meilleure transparence dans le financement des politiques publiques».

De plus, la LF 2022 introduit les mesures de ciblage des subventions, rappelant le consensus sur la nécessité de la réforme de ce secteur qui concerne trois familles de produits englobant 12 produits.

Il a rappelé que le coût de ces subventions, dites «univer-

selles» est de 1.942 milliards DA dont 80 % concernent les produits énergétiques, soit près de 1.530 milliards DZD.

Pour ce faire, le DG du Budget a indiqué que le système national actuel de subventions allait connaître un changement, via des outils numériques statistiques et techniques. «On travaille sur le système d'information avec l'appui de modèles de ciblage calculables ajouté à un grand fichier au niveau du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et l'Aménagement du Territoire, lié à l'état civil et au revenu», a-t-il détaillé.

De plus, le futur programme de subvention ciblée s'appuiera, a-t-il expliqué, sur un système déclaratif permettant aux ménages de déclarer leurs moyens éligibles à la compensation monétaire. Par la suite, des contrôles seront opérés au niveau local et national, et ce, en aval.

«Cela va se faire de manière progressive de manière à avoir une adhésion de la population à cette procédure», a-t-il soutenu.

Par ailleurs, interrogé sur la hausse des prix des produits de consommation enregistrée ces derniers jours, M. Faïd a affirmé que cette hausse est notamment liée à l'inflation des prix des produits et matières premières au niveau mondial de 30 à 40 % en moyenne. «Le budget de l'Etat a contribué à absorber cette cherté», a-t-il assuré. **M.D.**

LF 2022

NR 2

«L'Etat a maintenu ses engagements envers le citoyen et l'économie nationale»

L'Etat a maintenu ses engagements envers le citoyen et envers l'économie nationale à travers la Loi de Finances 2022 (LF 2022), incluant notamment un budget d'équipement de près de 3.500 milliards de dinars réparti sur les différents secteurs, a indiqué dimanche à Alger le directeur général du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Faïd.

CLÔTURE DU SÉMINAIRE NATIONAL SUR LA MODERNISATION DU SYSTÈME DE SANTÉ

Le Président promet la prise en charge de toutes les préoccupations

PAR RANIA NAILI

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier dimanche à Alger la séance de clôture des travaux du séminaire national sur la modernisation du système de santé.

Cette séance s'est tenue au Palais des Nations en présence de hauts responsables de l'État, de membres du Gouvernement et de conseillers du président de la République. Abdelmadjid Tebboune a mis en avant la détermination de l'État à prendre en charge toutes les préoccupations des personnels du secteur de la santé "avant la fin de l'année en cours".

"Nous sommes déterminés à mettre en œuvre les recommandations de ce séminaire dans la mesure du possible et selon les moyens financiers du pays, ainsi qu'à prendre en charge toutes les préoccupations des personnels du secteur de la

santé à l'image des questions financières, des statuts et de la carrière professionnelle, et ce, avant la fin de l'année en cours", a déclaré Tebboune. Le séminaire national sur la modernisation du système de santé, dont les travaux ont débuté samedi à Alger vise à diagnostiquer la situation du système de santé, à en déterminer les objectifs, et à mettre en place une stratégie adéquate. Organisé en application des engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ce séminaire a donné l'occasion d'exposer les obstacles entravant la gestion du système de santé et élaborer les textes d'application de la loi sanitaire de 2018.

Le ministère de la Santé avait organisé dans cet objectif plusieurs séminaires régionaux auxquels ont pris part toutes les parties prenantes dans l'objectif de soumettre des propositions lors de ce séminaire. Le chef de l'État s'est penché

à l'occasion de la clôture de cet événement, sur plusieurs points concernant les travailleurs de ce secteur, touché de plein fouet par la pandémie du Covid-19.

Lors de cette séance le Président Tebboune a notamment présenté "ses sincères considérations et sa reconnaissance au personnel médical et à l'ensemble des services publics pour leurs efforts inlassables". Le chef de l'État a ensuite indiqué "qu'il était temps de répondre favorablement aux réclamations légitimes des travailleurs de la Santé". Pour ce faire, l'État, "s'engage à réviser toutes les lois relatives au secteur de la Santé au cours de cette année". Il est à noter que le secteur de la Santé a été secoué en 2021, par plusieurs mouvements de grève. Même les médecins privés ont exprimé leur ras-le-bol et leur craintes, concernant la nouvelle loi de finances

R. N.

TEBBOUNE À LA CLÔTURE DES ASSISES DE LA SANTÉ :

«Il est temps de réviser les statuts du personnel de la santé»

Pas de critiques mais plutôt beaucoup d'autosatisfaction ni encore moins l'intention de « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Le président de la République persiste à dire que le système de santé était l'un des « meilleurs » en Afrique, qu'il s'agisse de gratuité des soins ou d'accès à ces derniers. Abdelmadjid Tebboune s'engage néanmoins à mettre en œuvre les recommandations issues des assises de la santé. Il promet de réviser, avant la fin de l'année en cours, les statuts des professionnels de la santé, estimant qu'il était « temps de répondre à leurs revendications légitimes ».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Critiqué autant par les professionnels que par les usagers, le système de santé trouve grâce aux yeux du président de la République qui affirmait, hier, à la fin des travaux des assises de la santé, que l'Algérie disposait du « meilleur » système de santé en Afrique, balayant d'un revers de main tous les reproches qui lui sont faits et les justifiant par les trop grandes attentes des citoyens.

Pour Abdelmadjid Tebboune, il ne faut surtout pas « jeter le bébé avec l'eau du bain », estimant que le système de santé revenait de loin, puisque après l'indépendance, « avoir de l'aspirine était un luxe » et qu'« aujourd'hui, on a l'impression que le système est dépassé, alors que nous sommes les précurseurs de la vaccination obligatoire dans le tiers-monde, et que c'est les attentes des citoyens

qui sont grandes ». En dépit des conséquences de la pandémie de Covid-19, dit-il, le système de santé avait « fait ce qu'il fallait ». Transition toute faite pour annoncer une bonne nouvelle à l'ensemble des travailleurs du secteur : avant la fin de l'année en cours, les statuts des différents corps seront révisés en profondeur pour répondre aux attentes liées aux incidences financières et à la gestion des carrières. « Il est temps de le faire », assure le président de la République qui ajoute avoir voulu le faire plus tôt au regard des sacrifices consentis par les travailleurs de la santé, mais également la légitimité des revendications, mais d'autres priorités ont différé cette révision.

Pas de calendrier néanmoins pour la mise en œuvre de la réforme du système de santé, même si le chef de l'État s'est engagé, hier, à prendre en compte



PHOTO : DR

les recommandations élaborées par les participants aux assises, en procédant « graduellement en fonction des capacités financières du pays », avec l'objectif de « passer à une autre étape pour se rapprocher de l'Europe de l'Ouest en matière de santé ».

Le président de la République reconnaît l'existence de problèmes en matière de maintenance, de formation, mais également de gaspillage notamment de médicaments, mais dit rejeter les thèses de ceux qui guettent l'effondrement du système de santé ou « ceux qui sont venus d'une autre planète » et qui parlent de pénuries et évitent d'évoquer les aspects positifs, à l'image de l'espérance de vie des Algériens qui a fait un bond.

Ce qu'ont recommandé les participants

Les participants aux huit ateliers prévus lors des deux jours de rencontres ont élaboré une série de recommandations qui serviront de feuille de route à la prochaine réforme. Au plan de la gestion, ils ont jugé urgent de mettre fin à la centralisation de la gestion, de mettre en place de nouveaux modes de financement, une nouvelle carte sanitaire, mais également des mécanismes de contrôle et des textes régissant les marchés publics spécifiques au secteur.

Sur le plan de la gestion de la ressource humaine, les participants ont évoqué la révision du service civil, la mise en place d'une fonction publique spécifique

à la santé, l'actualisation des listes des maladies professionnelles, la mise en place de mesures incitatives pour inciter les médecins à exercer dans le Sud et les Hauts-Plateaux, le droit à la retraite anticipée, la révision des programmes de formation, ainsi que la création d'une école de management de santé.

Le financement du système de santé a, lui aussi, besoin de réformes, puisque les participants ont évoqué la nécessaire diversification des ressources, la contractualisation, la création d'un fonds pour la gestion des crises sanitaires, ainsi que l'instauration de nouveaux mécanismes pour diversifier les ressources, comme les taxes sur la pollution.

Il est également question de numérisation de la gestion des médicaments et des équipements, mais surtout de sa décentralisation, du renforcement des contrôles et de la restructuration des pharmacies hospitalières, tout en veillant à une plus grande humanisation du système en renforçant le rôle du médecin généraliste, en donnant plus d'importance à la télé-médecine et en adoptant le dossier électronique des patients.

Des recommandations devant servir de feuille de route pour la réforme promise.

N. I.

LE DG DU BUDGET AU MINISTÈRE DES FINANCES :

« L'État a maintenu ses engagements envers le citoyen et l'économie nationale »

L'État a maintenu ses engagements envers le citoyen et envers l'économie nationale à travers la Loi de Finances 2022 (LF2022), incluant notamment un budget d'équipement de près de 3 500 milliards de dinars réparti sur les différents secteurs, a indiqué hier à Alger, le directeur général du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Faïd.

Lors d'une journée d'information sur "les nouvelles dispositions de la LF2022", organisée par la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI), M. Faïd a fait savoir que "malgré le contexte économique mondial difficile, l'État a maintenu ses engagements", à travers un budget d'équipement supérieur à celui de l'exercice précédent (2798,5 milliards DA) réparti sur les différents secteurs notamment ceux de l'Éducation, de la Santé et de l'Eau, considérés, a-t-il dit, comme des priorités.

De plus, le DG du Budget a souligné les réformes apportées par la LF 2022, mettant en avant les aspects liés à la rationalisation des dépenses, plaidant pour une implication graduelle des entreprises écono-



miques dans les projets d'équipement du pays pour réduire la pression sur les ressources de l'État. "Nous préparons tout un écosystème pour que l'entreprise crée l'emploi, ce n'est pas la vocation de l'État, qui doit financer ses activités régaliennes", a-t-il noté, ajoutant que la préparation du projet de loi concernant le partenariat public-privé a pour objectif d'aller dans ce sens.

Selon le DG du Budget, l'État a engagé des réformes en profondeur dans sa manière de financer ses activités. La réforme budgétaire, a-t-il rappelé, vise à changer de paradigme, passant du "budget programme" au "budget résultat". "La loi organique des lois de finances (loi 18-15) qui entrera en vigueur à partir de 2023 pose les jalons de cette réforme en cours, pour permettre à l'État de dépenser mieux", a-t-il indiqué, ajoutant

que cela tendra vers une meilleure qualité de service.

Évoquant une politique de réforme financière plus globale menée par l'État, M. Faïd a indiqué que cette politique inclut l'assainissement des comptes d'affectation spéciale (CAS) qui étaient au nombre de 68 en 2019 avant que 36 d'entre-eux soient clos. Cette opération d'assainissement, a-t-il dit, entre dans le cadre "d'une meilleure transparence dans le financement des politiques publiques".

De plus, la LF 2022 introduit les mesures de ciblage des subventions, rappelant le consensus sur la nécessité de la réforme de ce secteur qui concerne trois familles de produits englobant 12 produits.

Il a rappelé que le coût de ces subventions, dites "universelles" est de 1 942 milliards DA dont 80 % concernent les produits énergétiques, soit

près de 1 530 milliards DZD.

Pour ce faire, le DG du Budget a indiqué que le système national actuel de subventions allait connaître un changement, via des outils numériques statistiques et techniques. "On travaille sur le système d'information avec l'appui de modèles de ciblage calculables ajouté à un grand fichier au niveau du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et l'Aménagement du Territoire, lié à l'état-civil et au revenu", a-t-il détaillé.

De plus, le futur programme de subvention ciblé s'appuiera, a-t-il expliqué, sur un système déclaratif permettant aux ménages de déclarer leurs moyens éligibles à la compensation monétaire. Par la suite, des contrôles seront opérés au niveau local et national, et ce, en aval. "Cela va se faire de manière progressive de manière à avoir une adhésion de la population à cette procédure", a-t-il soutenu.

Par ailleurs, interrogé sur la hausse des prix des produits de consommation enregistrée ces derniers jours, M. Faïd a affirmé que cette hausse est notamment liée à l'inflation des prix des produits et matières premières au niveau mondial de 30 à 40 % en moyenne. "Le budget de l'État a contribué à absorber cette cherté", a-t-il assuré.

APS

80 في المائة منها لتغطية دعم أسعار المواد الطاقوية

3900 مليار دينار لدعم الأسعار

• 90 في المائة من وعاء الضريبة على الدخل تفرض على أجور العمال

أكد المدير العام للميزانية، هايد عزيز، أن قانون المالية يعد الآلية التي تسعى من خلالها الحكومة إلى تجسيد مخططاتها وبرامجها، وقال إن هذا النص القانوني أخذ خلال السنة الجارية على عاتقه مواجهة التبدير في كل أشكاله من جهة، خاصة مع تناؤل الموارد الوطنية التي تضاف إليها - حسب المتحدث - التفتت ذات العلاقة بمواجهة فيروس كورونا، بصرف النظر عن الإجراءات التشريعية الواردة في هذا النص القانوني.



1932 مليار دينار مخصصة لتغطية دعم أسعار 12 منتوجا

سعيد بشار

• أشار المتحدث، أمس بمناسبة اليوم الدراسي حول قانون المالية 2022 المنظم من قبل الغرفة الجزائرية للصناعة والتجارة ووزارة المالية، إلى إعادة النظر في طريقة الدعم الذي يصب حاليا في الأسعار، لوقوف أمام ظاهرة التبدير التي تجد منفذا لها عبر هذا النوع من الدعم، وتكر أن 12 منتوجا ينتمي إلى ثلاث فئات أساسية هي المواد الغذائية، الماء والمواد الطاقوية، وعلى هذا الأساس تستفيد من هذه التمويل ضمن منظور تفعيل الطابع الاجتماعي للدولة. وفي هذا الشأن، كشف المدير العام للميزانية أن التحويلات الاجتماعية تكلف الخزينة العمومية 3900 مليار دينار، منها 1932 مليار دينار مخصصة لتغطية دعم أسعار 12 منتوجا، وبالتالي فإن 80 في المائة من هذه التحويلات موجهة لدعم المواد الطاقوية، وقال بهذا الخصوص إن الأسعار المطبقة على الطاقة لا تضمن تكاليف إنتاج، من متعلق أنه أضاف أن سعر الغاز الجزائري، مثلا، هو الأرخص في العالم بعد إيران، وبناء على هذا التوجه فإن قانون المالية للسنة الجارية ينص على التحول نحو صب أموال الدعم مباشرة للأسر المعوزة، من خلال مجموعة من المعايير والمعطيات المحددة لها، وتوقع أن 50 في المائة من المواطنين سينتفيدون من التمويش وفقا للمعطيات المتوفرة. وتطرق المدير العام للميزانية، من الناحية المقابلة، إلى إعادة النظر في دور صندوق الاستثمار الموجهة بالمقام الأول الجنوب والهضاب العليا،

الاقتصادية، ضمن تطبيق مبدأ المساواة بين المكسفين بالضريبة. وأوضحت المتحدث أن 28 في المائة من الوعاء الجبائي يمثل الضريبة على الدخل الإجمالي "إي آر جي"، و90 في المائة منها هي تلك المفروضة على الأجور، بينما يمثل الرسم على القيمة المضافة "تي في أ" في المائة من الضرائب، بينما تمثل الضريبة على أرباح الشركات "إي بي أس" 10 في المائة من الضرائب، وأكدت على أن التوجهات الجديدة المتصوص عليها في قانون المالية تهدف للعمل على توسيع الوعاء الجبائي، ووضع نظام مبسط، بالإضافة إلى مجموعة من التدابير الأخرى على غرار إعادة النظر في سقف فرض الضريبة على الدخل الإجمالي على الأجور 20 ألف دينار. س. ب

لتشغيل الشركة بين القطاع العمومي والخاص ضمن الإصلاحات المقررة. أما بالنسبة للمعز المسجل في الميزانية هو مجموعة من التراكمات التي بدأت منذ سنوات لاسيما بداية من انهيار أسعار البترول، واعتبرها تمويلات وجهت بالمقام الأول للمحافظة على مستويات الاستثمار وهو الخيار الذي تبنته الحكومة في سياق تحمل الجزء الأكبر من الإصلاحات الاقتصادية. من جهتها، أشارت المدير العامة للضرائب، أمل عبيد اللطيف، إلى كون قانون المالية للسنة الحالية يندرج ضمن الإصلاحات الجبائية، بما فيها الضرائب المباشرة وهي تسجيلية لجمعية فرضتها المرحلة الراهنة، موازاة مع الأهداف ذات العلاقة بحماية القدرة الشرائية للمواطنين ونشاط المؤسسات

وفقا للأهداف المسطرة من قبل الحكومة، وبالتالي مراجعة تمويل هذا النوع من المشاريع، لفرض شفافية أكبر في هذا المجال، مراجعة "حسنة" النفقات العمومية ضمن الإصلاحات المقررة في الميزانية، باعتبارها ضرورة فرضتها في المرحلة الراهنة، ولتتحقيق الاتساق الاقتصادية المسطرة من قبل السلطات العمومية. وينص قانون المالية أيضا، حسب المتحدث، على إعادة النظر في قانون المسفقات العمومية الذي تكلف الحكومة حاليا على دراسته، بما في ذلك استحداث البوابة الإلكترونية للمسفقات العمومية، قصد إنقاذ الشفافية على منهجية منح المشاريع، باعتبارها تمثل 20 في المائة من الناتج الداخلي الخام، بالإضافة إلى الإجراءات الأخرى المتضمنة في قانون المالية كما هو الشأن بالنسبة

وقفه تقدير وعرفان للجيش الأبيض



وقف، أمس الأحد، رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، وكذا الطاقم الحكومي، والحاضرون في الملتقى الوطني حول تجديد المنظومة الصحية، بالمركز الدولي للمؤتمرات عبد اللطيف رحال، دقيقة صمت، على أرواح مهنبي الصحة ضحايا جائحة كورونا. هذه الوقفة، تعكس عرفان الدولة، وتقدير رئيس الجمهورية شخصيا لمطوائف "الجيش الأبيض"، الذي حارب ومازال يحارب وباء كورونا بالنفس والنفيس، ودفع الثمن غالبا إحصارته والانتصار عليه.

الاعتراف بجهود الأطباء ومستخدمي الصحة، ليس جديدا، فقد أمر رئيس الجمهورية في وقت سابق، بسنّ قانون "يجزم" المعتدين على رجال ونساء "المأزر البيضاء"، في رسالة أكدت وتثبيت الوقوف الدائم للدولة إلى جانب أبطالها البررة.

مدير الميزانية بوزارة المالية:

الشروع في دراسة ملف تعويض الدعم الاجتماعي بمبالغ مالية

• نصف الجزائريين سيستفيدون من الإجراءات الجديدة لاحقا
• بطاقية وطنية رقمية تتضمن معلومات الفئات المعوزة
• إشراك المنتخبين والمجتمع المدني والتقنيين في إعداد الملف

أعلن السيد فايد عبد العزيز مدير الميزانية بوزارة المالية، أنه تم الشروع في دراسة ملف الدعم الاجتماعي لإحصاء الفئات التي ستستفيد منه بوضع بطاقية وطنية رقمية تتضمن المعلومات المتعلقة بهذه الفئات التي ستمثل نحو 50% من المواطنين. مؤكدا أن لجنة العمل المكلفة بدراسة هذا الملف شرعت في العمل منذ أيام ومن المنتظر توسيعها وتنصيبها رسميا من طرف رئيس الجمهورية قريبا.

زولا سومر



وكشف السيد فايد خلال اليوم الدراسي الذي نظمته الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة بالجزائر أمس، حول قانون المالية، أن دراسة ملف الدعم بشكله الجديد سيكون خلال هذه السنة، حيث انطلقت اللجنة المعنية التي تضم عدة وزارات في العمل منذ أيام على أن يتم توسيعها وتنصيبها رسميا قريبا من طرف رئيس الجمهورية.

وأوضح المسؤول أنه سيتم إشراك المنتخبين والمجتمع المدني والتقنيين في إعداد هذا الملف بتحديد الفئات المعوزة التي تستحق هذا الدعم فعلا، وأقصاء الفئات الغنية منه.

وحسب المتحدث فإن التوقف عن دعم أسعار المواد الغذائية الواسعة الاستهلاك وتعويضه بمبلغ مالي لفائدة ذوي الدخل المحدود والفقراء سيمس حوالي 50% من الجزائريين.

ولم يحدد السيد فايد تاريخ الشروع في تطبيق هذا الإجراء الجديد، موضحا أنه سيطلق بشكل تدريجي ولن يتم التسرع في تطبيقه كونه ملقا معقدا وحساسا ولا بد من اتخاذ الوقت الكافي لدراسته.

وقال مدير الميزانية بوزارة المالية، بأن رفع دعم المواد الواسعة الاستهلاك وتعويضه بمبلغ مالي للفئات المحتاجة سيحارب التهريب والتبذير.

وفي رده عن سؤال تعلق بالزيادة الكبيرة في الأسعار مؤخرا، أوضح المسؤول أن هذه الزيادة سببها ارتفاع الأسعار في السوق الدولية والمضاربة وليس لها علاقة بقانون المالية، مؤكدا أن "الدولة حاليا ويفضل الدعم الاجتماعي للمواد الواسعة الاستهلاك هي من يمتص صدمات بعض الزيادات"، بحيث خصصت

الشروع في إعداد البطاقية الخاصة بالضريبة على الثروة

من جهة أخرى كشفت السيدة أمال عبد اللطيف المديرية العامة للضرائب في تصريح على هامش هذا اللقاء أنه تم الشروع في إعداد البطاقية الوطنية الخاصة بتطبيق الضريبة على الثروة، وذلك بإحصاء الفئات المعنية بدفعها بناء على التصريحات التي تخصص عقاراتهم وأموالهم.

وأوضحت السيدة عبد اللطيف أن هذه العملية ابتداء من السنة الحالية أسندت للإدارة الجبائية بعدما أكدت استحالة تنفيذها من طرف لجنة على مستوى الوزارة، مشيرة إلى أن هذه اللجنة هي من يحدد فائض القيمة من حيث العقار.

300 مليار دينار لدعم الحبوب، و400 مليار دينار لدعم الزيت، و50 مليار لدعم أسعار الماء.

وفي سياق آخر أفاد المسؤول أن مشروع قانون الشركة العمومية- الخاصة سيمرض على مجلس الوزراء في الأيام القليلة القادمة، موضحا أن هذا المشروع سيسمح بخلق الثروة والنمو الاقتصادي بعودة الاستثمار وخلق مجال خصص للمؤسسات.

كما ستعرف سنة 2023 عدة إصلاحات في مجال المالية بالشروع في تطبيق القانون العضوي لقوانين المالية الذي تمت المصادقة عليه منذ خمس سنوات، وهو القانون الذي سيسمح بتحسين تسيير النفقات والميزانية بشفافية ومحاسبة كل المسؤولين عن أدائهم.

قانون المالية 2022

تدابير جبائية للمحافظة على القدرة الشرائية ودعم المؤسسات

الخصم. ينكر أن قانون المالية 2022 تضمن قواعد التعامل الجبائي للشركات بتحديد التزاماتها الضريبية وأوعيتها الخاضعة للضريبة.

وأكدت المديرية العامة للضرائب بخصوص الرسوم على التكوين المهني والتمهين والعقار وجمع النفايات المنزلية على وضع شبكات موحدة للأوعية والتحصيل. كما عمدت من خلال قانون المالية 2022 إلى تبسيط طريقة إنشائها وكيفية التصريح والدفع.

أما فيما يتعلق بالتحفيزات والاستثمار وتشجيع الإنتاج الوطني، فقد أشارت السيدة عبد اللطيف إلى وضع نسبة ضرائب منخفضة على أرباح الشركات حددت بـ 10 من المئة، تطبق على الأرباح التي أعيد استثمارها من طرف الشركات الإنتاجية بغرض توسيع الطاقة الإنتاجية للمؤسسة. وأقر قانون المالية في هذا الشأن تطبيق نسبة مخفضة للضريبة على أرباح الشركات في حدود 10٪ على الأرباح المشاركة على الأقل في 90٪ من رأس مال الشركة المنتجة للعقارات أو أشغال أو خدمات فضلا عن توسيع نطاق الإعفاءات الجبائية الممنوحة للمؤسسات الناشئة المتعلقة بالضريبة الجزافية الموحدة.

كما نص قانون المالية الجديد على وقف العمل بالضريبة على النشاط المهني للمؤسسات المنتجة وتخفيضها بنسبة 25٪ للنشاطات الأخرى.

وفي مجال دعم الاستثمار فقد أدرج قانون المالية 2022 دعم نشاط تربية المائيات والسياحة عن طريق تخفيض رسم القيمة المضافة ودعم تربية الأنعام من خلال إعفاء أغذية الأنعام والدواجن من هذا الرسم.

ويوجه الدعم أيضا إلى نشاطات إنتاج الزيوت الخام بإعفاؤها من الرسم على القيمة المضافة لعمليات بيع هذه المواد.

ذكرت، أمال عبد اللطيف، المديرية العامة للضرائب، أن التدابير الجبائية التي تضمنها قانون المالية لسنة 2022 تستجيب لضرورة تهيئة الموارد والحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين ودعم المتعاملين الاقتصاديين.

ق. 1
وأشارت خلال يوم إعلامي تناول الأحكام الجديدة لقانون المالية 2022، الذي نظمته الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة، إلى أنه من أجل الاستجابة لهذه الضرورات، يحرص قانون المالية الجديد على تبني مزيد من المساواة الجبائية والتخفيف من الضغط الجبائي وتبسيط النظام الجبائي من خلال تعزيز التدرج في الضريبة على الدخل الإجمالي وإعادة إجمالي هذه الضريبة وتوسيع قاعدتها ومراجعة جدولها ومعدلاتها الهامشية.

وذكرت السيدة عبد اللطيف من بين هذه التدابير، تقسيم الأرباح المهنية إلى فئتين وإدخال نظام مبسط خاص بالمهن الحرة وتخفيض عتبة الضريبة الجزافية الوحيدة وكذلك مراجعة طريقة تحديد وفرض الضرائب على الدخل الزراعي.

وأضافت بخصوص الضرائب على الشركات، أن القانون نص على عديد التدابير الرامية إلى تبسيط النظام الجبائي وتخفيض العبء الضريبي من خلال توضيح النظام الجبائي وتبسيطه والتقريب بين القانون الجبائي وقانون المحاسبة فضلا عن تخفيف العبء الضريبي.

وأكدت أن قانون المالية لسنة 2022 كرس إعادة تكييف الأحكام التي تتناول النتيجة الجبائية من خلال التعريف بهذه النتيجة ونمط تكررها.

كما قدّم القانون أيضا توضيحا حول شروط وطرق خصم النفقات من خلال تحديد شروط الخصم وتخفيض سقف

خلال يوم إعلامي حول الموضوع، مختصون:

قانون المالية 2022 «ثورة» في الإصلاحات

■ أكثر من 1941 مليار دينار للدعم الاجتماعي
■ 58 مليار دينار لفائدة الصناديق الاستثمارية

اعتبر المختصون، قانون المالية 2022 ثورة حقيقية في مجال الإصلاحات الكبرى التي تبنتها الجزائر من أجل إطلاق اقتصادي قوي على أسس متينة. متمثلة في الشفافية ومناخ أعمال مستقطب وفق قاعدة «رابح رابح»، في إطار شراكة ناجحة بين القطاع العام والخاص تكون الرقمنة أكبر تحدياتها، وكذا تحسين القدرة الشرائية للمواطن من خلال مراجعة النقطة الاستدلالية وإلغاء الضريبة على الدخل الإجمالي، مع الإبقاء على سياسة الدعم للدولة، يجعلها أكثر نجاعة من خلال الانتقال من الدعم المعم إلى الدعم الموجه.



فتيحة كواز

في تدخله خلال اليوم الإعلامي حول قانون المالية 2022، أمس، أكد رئيس الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة طيب شباب، أن الجزائر حافظت على دعمها والتزاماتها الاجتماعية، بالرغم من تداعيات الوباء العالمي، حيث اعتبرت التخلي عن المبدأ المكرس في بيان أول نوفمبر من المحرمات، لهذا خصصت الدولة في قانون المالية 2022 أكثر من 1941 مليار دج للدعم الاجتماعي لكل الفئات دون تميز.

وقال، إنه لمن الشجاعة اليوم إنشاء جهاز وطني للدعم لتعويض الأسر المتعثرة حيث يحل محل النظام المعم الذي كان لا يصل إلى أفراده بأكثر من 20٪، معتبرا أن التطبيق الصحيح للقانون 188 حلا اجتماعيا عادلا وحلا اقتصاديا كبيرا يقلل من ظاهرة التهريب ويعطي أكثر شفافية في التطبيق، بل عدم مشروعا مستقبليا للجزائر، خاصة في بداية انطلاق التجارة البينية.

وتضمن مشروع قانون المالية 2022، بحسبه، مجموعة من الإجراءات الجبائية والتشريعية التي من شأنها تشجيع الاستثمار، بالأخص لفائدة الشباب المقاول. وتصل نسبة الإعفاء من الدخل الإجمالي من أرباح الشركات إلى عشر سنوات في المناطق الجنوبية، إعفاء دائم في مجال الضرائب للمصدرين، السياحة والأنشطة الحرفية وكذلك تربية المائات.

وفيما يتعلق بتشجيع الاستثمار المحلي، نصت الوثيقة على تخصيص ما قدره 58 مليار دينار لفائدة الصناديق الاستثمارية في الولايات 58 المكلفة بالمساهمة برأس المال المؤسسات الصغيرة والمتوسطة.

وأشار شباب إلى أن قانون المالية 2022 يعد ثورة في مجال الإصلاح الضريبي، لثمينه عدة إجراءات لتحفيز وتحسين القدرة الشرائية للمواطن وتشجيع الاستثمار، فهناك كذلك استحداث منحة للبطالة، وإعادة النظر في النقطة الاستدلالية للأجور، معتبرا أنه دليل واضح على بحث الحكومة على بناء اقتصاد الدولة وليس اقتصاد الأشخاص، داعيا في الوقت نفسه إلى الإسراع في إصدار قانون الاستثمار، مع تأكيده على الرقمنة في جميع القطاعات لبناء خطة إنعاش اقتصادية مبنية على مقاربة شاملة تسمح للجزائر باستغلال كل الإمكانيات الاقتصادية الموجودة والتي كانت في طي النسيان من فلاحية وصيد بحري وصناعة، من أجل تحقيق الأهداف المسطرة في برنامج رئيس الجمهورية.

كل دينار ينفق محل تقييم

أكد المدير العام للميزانية بوزارة المالية فايد عبد العزيز، أن سنة 2022 هي سنة الإصلاحات الكبرى في سياسة الدعم والصفقات العمومية والميزانية، حيث سيكون لها أثر مباشر على

الأغنياء هم المستقبل الأول من صيغة الدعم هذه، ما يمكن اعتباره تديرا للمال العام، لذلك يجب التوجه إلى عقلنة النفقات العامة وكذا السلوك الاستهلاكي للفرد والمؤسسات الاقتصادية.

وقال، إن تطبيق الدعم الموجه لن يكون في 2022، لأنها ستكون سنة وضع الآليات، من خلال تنصيب لجنة وطنية موسعة تضم أعضاء من مجلس الأمة ونوابا من المجلس الشعبي، إلى جانب منسختين محليين وكذا ممثلين عن القطاعات المعنية وأيضا المجتمع المدني وخبراء، مؤكدا أن أكبر المستفيدين من هذا الدعم هم أولئك الذين لا يملكون دخلا، حيث سيكون تطبيقه بصفة متدرجة، متزامنا مع تعويض الزيادات في رواتب الفئات المستهدفة، لذلك ستكون سنة 2022 سنة إحصاء الفئات المستهدفة أو المستهدفة بدعم الدولة الموجه.

ونفى فايد أن يكون قانون المالية 2022 سببا في ارتفاع الأسعار، التي أرجعها إلى ارتفاع أسعار الشحن الدولية وكذا السلع في السوق العالمية، مؤكدا أن الدولة تمتص صدمة الارتفاع العالمي للأسعار، ففي 2021 وصلت هاتورة الحبوب إلى 300 مليار دينار، الزيت 40 مليار دينار، الماء 50 مليار دينار، ما يعني أن الدولة تستمر في دعمها وهي من تمتص الصدمات العالمية للأسعار.

أما فيما يتعلق بقانون الصفقات العمومية، فاعتبر المتحدث إطلاق الشبكات الإلكترونية خطوة محورية لإرساء شفافية وضمانية أكبر في تسير المالية العمومية، من خلال إجراء الصفقات العمومية، التسجيل وحتى الإضاء مستقبلا عبر هذه البوابة الإلكترونية، ما سيعتد إجراءات الصفقات العمومية خطوة مهمة لضمان حرية الوصول إلى الطلب العمومي والمساواة بين المرشحين وشفافية الإجراءات، إرساء المنافسة وبيع الوقت والتكاليف.

المواطن، فنحن اليوم أمام تحدي الانتقال من ميزانية الوسائل إلى ميزانية النتائج، في إطار الإصلاح الميزانياتي، حيث يكون كل دينار ينفق محل تقييم، وكل مسؤول يحاسب على الأهداف انطلاقا من معايير الأداء، عن طريق مؤشرات التناجعة، حيث سيتم الانطلاق في ميزانية البرامج حسب الفلسفة الجديدة للدولة في جانفي 2023 والتي اعتبرها أم الإصلاحات الاقتصادية في الجزائر.

أما عن الآليات المعتمدة في تطبيقها، قال إن الرقمنة ستكون الوسيلة الأنجع لتحسين الحكومة المالية فيما يتعلق بنفقات الدولة، حيث ستكون أهم خطوة لتجسيدها على أرض الواقع فيما يخص تعداد وتنفيذ الميزانية، مؤكدا أن هذا النظام سيعود بالفائدة على المواطن أولا وعلى الدولة، 2022 سنة إطلاق النمو الاقتصادي، حيث ستستمر الدولة في دعم النمو الاقتصادي كبادرة إلى حين دخول المؤسسات الاقتصادية في عجلة الإنعاش الاقتصادي، حيث تعمل جاهدة على خلق مناخ أعمال مستقطب للاستثمارات.

واستادا إليه، حان الوقت لتأخذ المؤسسات الاقتصادية دورها في عجلة التنمية فالدولة اليوم تساهم بـ 43٪ من الناتج الخام، من خلال مساهمتها في استحداث مناصب شغل وصناعة الثروة وكلها أمل أن تنتقل إلى مرحلة العمل حيث أرجع العجز الذي تعرفه الجزائر إلى ما تراكم من سنوات مضت منذ 2015، زادت من حدته جائحة كورونا منذ ما يقارب سنتين، كاشفا أن وقف صفقات الاستثمار يساهم في تحسين النمو الاقتصادي، حيث لا تعدى المديونية الداخلية 60٪ من الناتج الخام، ما يسمح بوجود هامش لتمويل العجز بالآليات النقدية المتوفرة.

في الوقت نفسه، نرى تخلي قانون المالية 2022 عن الدعم الاجتماعي للدولة، لأنه انتقل من الدعم المعم إلى الموجه، مستستفيد منه الفئات المستهدفة فقط، على عكس الموجود حاليا، لأن

Signature prochaine wd'une convention avec le CPA **Un programme supplémentaire de 15.000 logements sera lancé cette année**

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé samedi à Mostaganem un programme supplémentaire de 15.000 logements de la formule location/vente «AADL» à l'échelle nationale, qui sera lancé durant l'année en cours.

En marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Mostaganem, M. Belaribi a déclaré à la presse qu'une convention de financement de ce programme d'habitat supplémentaire avec le Crédit populaire algérien (CPA) sera signée la semaine prochaine. «Ce quota supplémentaire permettra de satisfaire les besoins de tous souscripteurs, notamment des retardataires et ceux ayant fait des recours», a ajouté le premier responsable du secteur de l'Habitat.

Une autre grande opération de remise des décisions d'affectations aux souscripteurs au niveau national sera organisée fin mars prochain, a ajouté le ministre. Par ailleurs, M. Belaribi a souligné que la wilaya de Mostaganem a régularisé la situation concernant les actes de logements et des équipements publics en application de l'Instruction ministérielle conjointe, appelant les walis à ac-

célerer l'application de ces décisions pour que tous les citoyens obtiennent leurs actes. Le ministre a assuré que «l'année 2022 sera celle qui permettra aux citoyens d'être propriétaires de leur logement après le versement de la totalité de son prix, tout en bénéficiant d'une réduction de 10% de sa valeur». Après avoir pris connaissance de la situation du programme location/vente dans la wilaya de Mostaganem, il a indiqué qu'une feuille de route a été définie pour achever les projets AADL2 avant la fin de l'année en cours. «Cet objectif concerne plusieurs wilayas», a-t-il ajouté. Dans ce cadre, le ministre a instruit l'entreprise réalisatrice du projet de 600 logements au site de Stidia et les responsables concernés de le livrer (le projet) au cours de l'année en cours. Le programme AADL de la wilaya de Mostaganem compte 7.900 logements répartis sur 11 sites, dont 5.381 logements réceptionnés dans le cadre du programme 2013, alors que 2.519 autres sont en cours de réalisation, a-t-on rappelé.

En réponse aux préoccupations des autorités locales en ce qui concerne le quota de 5.000 logements pour cause de non dispo-

nibilité d'assiettes foncières, le ministre a estimé qu'il convient d'adopter une autre vision en matière de planification urbaine et de s'orienter vers la création de villes satellites ou de grands pôles autour des grandes villes pouvant contribuer à régler cette problématique dans les prochaines années.

Il a fait observer à ce sujet que «lorsqu'il n'existe aucun obstacle de nature juridique des assiettes foncières, il importe d'accélérer les études des plans d'orientation d'aménagement et d'urbanisme et les adopter et de réfléchir, dans le cas échéant, à la création de villes satellites pour satisfaire les besoins en matière de logements et d'équipements publics». Après s'être enquis des programmes d'habitat de 1.088 logements publics locatifs (LPL), de 600 logements de type location-vente (AADL) et celui des 100 logements promotionnels aidés (LPA), le ministre a souligné que la wilaya de Mostaganem a bénéficié d'un important programme ayant permis l'attribution de 5.000 logements l'année passée, le lancement des travaux de 6.000 autres unités en plus d'un quota de 5.000 logements pour l'année en cours.

Djamila Sai



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

© 2019 - جميع الحقوق محفوظة
MINISTÈRE DES FINANCES